

## ÉDITORIAL

### SOMMAIRE

### LA RECONQUÊTE ÉCONOMIQUE

**Editorial :** La reconquête économique.

**L'évènement :** Le référendum du 29 mai.

**Le dossier :** Le budget du département.

### Brèves

**Culture :**  
Bibliques des derniers gestes.

---

**Pour recevoir la NATION gratuitement par mail, adressez nous votre mail à [nation@wanadoo.fr](mailto:nation@wanadoo.fr)**

---

### LE PROVERBE :

« Nous ne vivons pas seulement à notre époque. Nous portons toute notre histoire en nous ».

**Joostein Gaarder**

Parce que la Guadeloupe est de plus en plus marginalisée et les Guadeloupéens éliminés de la plupart des activités économiques, la priorité aujourd'hui est à la reconquête économique. En effet sans que l'on y prenne garde, bercée par les litanies des Gouvernements Français de la droite et de la gauche qui font semblant de se préoccuper en priorité du développement économique, la direction économique de la Guadeloupe échappe dorénavant aux Guadeloupéens dans des proportions encore plus graves que par le passé. La plupart des activités sont actuellement détenues par des non guadeloupéens qui profitent des politiques libérales imposées par la France et l'Europe pour contrôler toutes les activités économiques. Nos jeunes, malgré des études de plus en plus longues sont exclues des postes de direction. Les profits sont rapatriés. La croissance est faible au regard du fait que nous sommes dans une phase de décollage économique. La France récupère les subventions qu'elle nous verse en favorisant notre marginalisation. Ainsi la boucle est bouclée avec des hauts fonctionnaires, des magistrats et des cadres d'origine externe qui occupent toutes les places. La Guadeloupe est de plus devenue une boîte à lettres car la plupart des activités sont délocalisées vers on ne sait où sous la houlette des dirigeants français. Nous sommes laissés les phases de moindre plus value. La GUADELOUPE doit se réveiller et mettre un terme à cette dépossession qui ressemble à un génocide. Nous devons nous mobiliser pour exiger que la direction des affaires économiques nous soit remise. Nous devons aussi exiger que les établissements financiers financent en priorité les entreprises dirigées par des Guadeloupéens. Nous devons enfin exiger que les créations d'entreprises des investisseurs externes se fassent avec un minimum de participation financière guadeloupéenne pour que notre collectivité puisse garder le contrôle de ses affaires. C'est en récupérant les rênes du pays dans le domaine économique que nous pourrons mettre en œuvre la nouvelle croissance qui va donner à la GUADELOUPE l'autonomie économique dont nous avons besoin pour vivre dans un monde difficile et cruel pour les faibles et les assistés.

**Jean-Paul ELUTHER**

## L'ÉVÉNEMENT

### NON

Membres de l'Union européenne par les hasards de l'histoire, les citoyens de notre pays vont enfin être consultés sur un traité constitutionnel qui considère la Guadeloupe comme une région ultrapériphérique sans avoir jamais participé à son élaboration.

Ce statut bâtard largement inspiré des institutions françaises et imposé par la France à ses partenaires avec l'assentiment de l'Espagne et du Portugal, sous couvert d'adaptation pour tenir compte des caractéristiques structurelles de notre pays est en réalité un formidable mécanisme de destruction et un obstacle à son développement économique et social. Alors que le principe d'adaptation avait pour finalité de corriger les politiques et législations européennes afin de favoriser notre décollage économique elle devenue un paravent pour masquer une entreprise de destruction et de marginalisation économique et sociale. Alors qu'il faut adapter dans de nombreux domaines, l'une des rares adaptations fut l'octroi de mer seul impôt susceptible de protéger nos activités économiques mises en danger par le libéralisme modifié à plusieurs reprises par les fonctionnaires de la Commission de Bruxelles pour supprimer sa fonction de facteur de développement. Pour faire taire les contestations Bruxelles a permis que l'octroi de mer reste une ressource pour les collectivités locales en grand danger budgétaire. En réalité l'unique objectif est qu'il soit compatible avec l'ordre politico juridique européen. La nécessité de notre développement économique est secondaire. De plus, une propagande mensongère tend à faire croire que les subventions en provenance de l'Europe sont considérables et nécessaires alors qu'en réalité les contribuables guadeloupéens ne font que recevoir une partie des sommes qu'ils ont versées car la France au même titre que l'Allemagne et la Suède sont des contributeurs nets c'est-à-dire qu'ils donnent plus à l'Union qu'ils en reçoivent ce qui n'est pas le cas de

l'Espagne et du Portugal. Le prix à payer est d'autant plus important qu'au contraire d'autres régions de la France nous ne bénéficions pas d'éventuelles retombées économiques car notre niveau de développement et l'éloignement du marché européen qui ne sont pas des handicaps ne favorisent pas nos exportations alors que des importations en toujours plus grande quantité car bon marché nous transforme en supermarché. Enfin la mission confiée à la Commission d'adapter les règles en concertation avec l'administration française nous exclut de la gestion des matières à adapter qui sont de plus en plus nombreuses. Les décisions relatives à l'adaptation relèvent directement de Bruxelles qui de plus exerce un contrôle tatillon sur les subventions versées. A ceci il faut ajouter le refus des autorités françaises soutenues par les parlementaires conservateurs guadeloupéens d'inscrire dans la constitution l'intervention obligatoire des Assemblées politiques de notre pays pour l'adaptation des directives européennes.

Dire non au traité constitutionnel c'est dire non au statut de région ultrapériphérique qui organise la dissolution programmée de la Guadeloupe et l'effacement de son histoire et de son identité. Dire non c'est exiger une renégociation afin de nous doter d'un statut qui à la fois nous protège, favorise notre développement et nous permet de faire face à la création du marché caraïbe et centre américain.

Dans la situation du monde d'aujourd'hui, la GUADELOUPE a besoin de l'Europe comme la plupart des pays les moins développés de notre zone géographique. Mais d'une Europe qui se détache du juridisme et de l'uniformité imposés par la France. Nous aider à nous développer, voilà notre souhait.

**Paul NOIRTE**

# LE DOSSIER

## DEPARTEMENT : UN BUDGET DE REGRESSION

Le Conseil Général, dans la discrétion comme à son habitude, a adopté à la fin du mois de janvier 2005 son budget primitif.

En augmentation sensible à la suite des lois récentes de décentralisation, les dépenses s'élèvent à **561.992.281** millions d'euros dont **80.138.863** de dépenses d'investissement (14 %), **42.483.822** de dépense de remboursement de la dette (8%), **302.717.397** de dépenses de transfert (54 %) et **135.873.397** de dépenses d'exploitation (24 %).

La question qui préoccupe les citoyens est de savoir si la politique budgétaire qu'illustre ce budget sera capable de résoudre les problèmes qui relèvent de la compétence du département dont le périmètre s'est sensiblement accru. Il faut rappeler que le Département gère les interventions sociales et notamment l'insertion professionnelle de nombreux exclus. La majorité qui la dirige actuellement a donc les moyens de lutte contre la pauvreté, l'exclusion et les inégalités sociales, problèmes prioritaires de notre pays.

L'examen du budget montre que la politique suivie sera incapable de modifier les structures inégalitaires de notre pays. Expression en effet de la bourgeoisie moyenne car composée de médecins, d'avocats, d'enseignants et de cadres supérieurs de l'administration et du secteur privé, cette majorité maintient le système en place qui consolide sa domination sur notre pays.

Tout d'abord, ce budget se contente de verser aux bénéficiaires du RMI les maigres

sommes prévues par la loi nationale. Cependant la lutte contre les inégalités impose que l'on augmente sensiblement les montants distribués aux bénéficiaires. Le Département dispose de la compétence et des moyens fiscaux pour abonder ce montant national par la création d'un complément départemental. Il en va de même pour certains retraités dont les retraites sont extrêmement faibles, et les handicapés qui bénéficient aussi de maigres ressources.

Par ailleurs les dépenses d'insertion diminuent sensiblement. Il n'y a aucun plan d'ensemble adapté à notre réalité pour réduire le chômage. La majorité conservatrice du Conseil Général préfère maintenir les Guadeloupéens qui ne travaillent dans la dépendance.

De plus on observe une diminution des dépenses d'investissement qui sont déjà modestes ce qui illustre l'incapacité de cette majorité à préparer l'avenir

Enfin ce budget est insincère et fragile : certaines des recettes inscrites notamment les dotations de l'Etat sont supérieures aux montants alloués ; le financement de l'investissement s'opère quasi exclusivement par l'emprunt et la pression fiscale augmente malgré les promesses faites.

Les inégalités sociales, la pauvreté et le chômage risquent de durer encore avec un tel budget.

**J. CUVELIER**

## BREVES DE GUADELOUPE

### **ELECTION PARTIELLE DE SAINTE-ANNE.**

Une élection cantonale partielle se déroule SAINTE ANNE pour pourvoir un poste laissé vacant à la suite d'un cumul de mandats. Cette élection illustre encore une fois l'incohérence des lois qui permettent à des politiciens de cumuler de nombreux mandats. Nous dénonçons une réglementation qui notamment refuse d'obliger les cumulards à démissionner avant de se présenter à une nouvelle élection. LA CONVENTION appelle les Saintanais à sanctionner la majorité conservatrice du conseil général qui a pour objectif de consolider une Guadeloupe assistée et sans pouvoir. Elle les appelle à choisir des femmes et des hommes qui veulent faire autrement la politique en s'engageant pour une Guadeloupe autonome politiquement, performante économiquement, équitable et respectueuse de notre diversité culturelle.

### **LE RAPPORT SUR LES TRANSPORTS PUBLICS.**

En grande pompe Jacques GILLOT le président du Conseil Général a présenté une étude qui a coûté un certain prix d'un cabinet conseil sur la politique qu'il compte suivre pour moderniser les transports publics. Ce rapport ne fait que reprendre des orientations anciennes très largement éloignées des propositions de la profession. La convention rappelle que toute réforme doit se faire en concertation avec les transporteurs. Elle rappelle aussi la nécessité de créer une seule structure pour organiser les transports regroupant toutes les collectivités locales, la reconnaissance du fond de commerce des transporteurs qui doit comprendre l'agrément administratif et des critères précis pour délivrer les autorisations qui prennent en compte la préférence régionale. Le moment est venu de rompre avec des pratiques administratives qui recherchent systématiquement la conformité au droit. Un

Parlement peut tout faire, même transformer un homme en femme.

### **VIGILANCE EN FACE DES IMPOTS LOCAUX.**

Dans quelques semaines les conseils des collectivités locales auront à choisir le taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, de la taxe professionnelle et de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et des autres taxes comme l'octroi de mer. Bien entendu, la plupart des responsables affirment que les impôts ne vont pas augmenter alors que les montants inscrits dans les budgets augmentent. Les citoyens doivent se méfier de ses bonnes résolutions qui sont généralement dénuées de fondement. Pour que les impôts baissent il faut impérativement diminuer les taux car la base des impôts a augmenté de 1,5% en 2005. C'est une décision parlementaire.

### **ENFIN, DIEUDONNE.**

La France bien pensante en veut à DIEUDONNE. On lui reproche des propos antisémites parce qu'il ose se moquer des juifs. Nous aurions aimé la même réaction pour les propos malveillants adressés aux noirs. Nous retenons simplement qu'il rappelle le crime abominable perpétré contre les noirs et l'Afrique avec l'esclavage aussi indéfendable que la SHOA. Heureusement que l'Europe et la France ne dictent plus au monde la façon de penser. Heureusement aussi que la volonté française de croire que la France est exceptionnelle et que ses principes sont les plus universels n'est cru que par ses élites qui se trompent d'époque. Qu'on le veuille ou non la France est diverse et comporte des descendants d'africains et d'Antillais qui ont choisi d'y vivre. Elle devra prendre en compte cette donnée. Considérer l'esclavage comme un crime contre l'humanité n'est pas suffisant. Il faut une nouvelle manière de prendre en compte le fait noir.

## CULTURE

### Biblque des derniers gestes, une invitation à la résistance.

La Littérature caribéenne, à l'instar des autres arts de cette région du monde, connaît un plein essor. Est-il besoin de rappeler combien la souffrance et parallèlement les stratégies de survie des Africains arrachés à leur terre, déportés dans la Caraïbe, et soumis aux dures lois de la vie dans les plantations, ont pu produire de créativité ? Tant il est vrai que par la résistance à l'oppression esclavagiste et colonialiste, les Africains d'abord, les Indiens ensuite, ont su re-naître pour survivre...

Un des acteurs de cette productivité littéraire, Patrick Chamoiseau, a fait paraître aux éditions Gallimard, en 2002, un chef d'œuvre intitulé *Biblque des Derniers Gestes*. L'écrivain martiniquais, primé en 1992 au Goncourt pour son roman *Texaco*, est davantage connu pour son adhésion au mouvement littéraire ambigu qu'est la créolité. Nombre de voix, auxquelles nous nous joignons, s'élèvent ici et là, dénonçant les limites et les incohérences d'une telle conception identitaire qui prétend que la culture Caribéenne résulte de la rencontre quasi idyllique des quatre continents Africain, Européen, Asiatique et Américain, et qui, à notre sens, occulte la réalité de cette rencontre et phantasme le processus de construction culturelle.

Néanmoins, il est impossible de nier le talent du marqueur de paroles Chamoiseau, ou Oiseau-de-Cham, comme il apparaît dans *Biblque des Derniers Gestes*. C'est d'ailleurs à lui que revient la charge de narrer, ce qu'il fait avec humour, la vie de Balthazar Bodule-Jules, ce vieux rebelle martiniquais, indépendantiste qui, ayant constaté l'échec de la lutte de libération, annonce que sa mort aura lieu dans trente-trois jours, six heures, vingt-six minutes, vingt-cinq secondes. Commence alors l'agonie du vieux rebelle. L'originalité du roman tient à sa structure : plusieurs niveaux de narration se superposent en effet. Tout d'abord, le narrateur rapporte le déroulement de l'agonie, et la veillée qui s'organise autour du mourant. À un deuxième niveau, l'on rapporte des souvenirs de la vie passée du vieux rebelle, vie jalonnée de ces femmes qu'il a rencontrées au cours de ces pérégrinations libératrices à travers le monde. À cette reconstitution de vie, participent autant les gestes et postures de l'agonisant décodés par Oiseau-de-Cham, que les dires de famille et alliés présents à la veillée. Enfin, à un troisième et dernier niveau, le narrateur- auteur nous raconte la prise de notes au moment précis de l'agonie, et l'écriture même, ou la ré-écriture de la vie du vieux rebelle. Oiseau-de-Cham parsème, en effet, son roman de commentaires sur le travail d'écriture, et donc sur la Littérature : en même temps qu'il construit

l'histoire de l'agonie et l'agonisant, il déconstruit son travail, en « brisant l'illusion » romanesque.

Cependant, il ne s'agit pas d'une agonie « classique », teintée de pathétisme et de pleurs, se caractérisant par un déclin des forces vitales ; au contraire, l'agonie du vieil indépendantiste se déroule sous le signe de la Vie, une étonnante vitalité, due au fait que Balthazar Bodule-Jules, dans un sursaut d'érotisme, se rappelle toutes ces femmes qui ont jalonné son existence et qu'il a aimés. Avec lucidité, il analyse sa vie, en fait un bilan. Ce moment est davantage un combat, un ultime combat que livre le vieux rebelle : combat contre lui-même, et combat contre l'Yvonne Cléoste, sous toutes ses formes, cette diablesse qui le poursuit de son amour destructeur et anthropophage depuis son enfance. Et si le vieux rebelle meurt, ce n'est pas sous le sceau de l'échec, mais celui de l'extrême compréhension, l'extrême victoire, l'acquisition de l'amour-grand qui transcende toutes violences, toutes cruautés, toutes injustices, toutes inhumanités, toutes malédictions.

*Biblique des Derniers Gestes* charme surtout par son enracinement culturel. L'imaginaire caribéen est, en effet, largement exploité dans ce roman, où apparaissent diablesse, mentò-guérisseuse, manman-dlo, et bien d'autres aspects de la Martinique d' « avant », terrain de l' « enfance-sorcière » que vécut le vieux rebelle. L'intérêt du roman réside dans la mise en scène de la résistance aux oppressions colonialistes et impérialistes du Xxe siècle. Par la fiction, le

lecteur aborde en effet l'Histoire des décolonisations et des luttes de libérations, des actes de résistance tant en Martinique que dans le reste du monde. Ainsi, les luttes anti-colonialistes de la Caraïbe s'ancrent dans un vaste mouvement de contestation et de refus de l'impérialisme occidental.

*Biblique des Derniers Gestes*, est donc toute à la fois, peinture culturelle et sociale, peinture historique. Le lecteur sera emporté par ce vent de révolte, qui souffle encore aujourd'hui dans nos pays en quête de liberté...

E.C.

Lisez et faites lire *La Nation*, le journal qui défend et promotionne la Guadeloupe et les Guadeloupéens.

Dès sa réception diffusez le par mail.

Adhérez et encouragez nos compatriotes à adhérer à la « **CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE** ».

# MISE A PLAT DU SMIC

MOI JE LE TROUVE  
ASSEZ PLAT  
COMME ÇA..

